

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES

3-5 Mars 1999 Dakar, Sénégal

PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

PAR

**IBBO MANDAZA
SAPES TRUST
HARARE, ZIMBABWE**

Mars 1999

Original : Anglais

Ce document a été rédigé dans le cadre du forum sur la compétitivité future des économies africaines. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de SAPES TRUST Zimbabwe.

PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

I. INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre froide au début des années 90, la Communauté internationale a commencé à percevoir de manière plus positive l'importance et les potentialités de l'Afrique. Au rang des organisations internationales, les Nations-Unies ont été la première organisation à prendre des initiatives pour prévenir la marginalisation du continent africain. L'Initiative spéciale du système des Nations-Unies pour l'Afrique (UNSI) est une initiative notable qui vise à répondre au paradoxe de la diminution des ressources à un moment où les perspectives de développement sont les plus prometteuses depuis de nombreuses années en raison des réformes politiques et économiques courageuses entreprises par la plupart des nations africaines. Ainsi, le PNUD et la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), en collaboration étroite avec d'autres organisations telles que l'UNESCO, sont parvenus à un accord avec toutes les parties prenantes africaines afin de faire du Forum africain sur la gouvernance un événement annuel dans le but de dresser le bilan des réalisations en ce domaine, de promouvoir la cause de la bonne gouvernance sur le continent et d'apporter l'appui nécessaire aux programmes liés à la gouvernance.

La famille des Nations-Unies n'a pas été seule sur de telles initiatives en Afrique. Le Document cadre de l'OCDE/DAC sur « bâtir le 21^{ème} siècle », la déclaration du G7 en 1996 au cours de sa réunion tenue à Lyon, en France, et la récente initiative des Etats-Unis sur l'Afrique sont au nombre des plus significatives parmi une série d'initiatives entreprises par des pays donateurs, des organisations internationales et multilatérales. A quelques exceptions près, la question de la « bonne gouvernance » est devenue une condition préalable à l'allocation des ressources des pays développés vers l'Afrique. Par ailleurs, l'aide officielle au développement de l'Afrique a commencé à s'amenuiser bien avant la fin de la guerre froide et est devenue progressivement sélective, à mesure que les contribuables des pays donateurs exigent un contrôle plus stricte de l'utilisation de l'aide dans les pays en développement.

Il pourrait s'avérer difficile de justifier la perception selon laquelle l'Afrique ne constitue pas une bonne adresse en matière d'investissement du fait de l'instabilité politique et de la mauvaise gouvernance. En effet, de nombreux autres facteurs expliquent la marginalisation de l'Afrique vis-à-vis de l'économie mondiale. Certains seront brièvement analysés dans le présent article qui tentera également de faire prendre davantage conscience à toutes les parties concernées des potentialités de l'Afrique au 21^{ème} siècle. En tout état de cause, la part de l'Afrique dans les apports du secteur privé demeure très faible, s'élevant à 11,7 milliards de dollars EU sur 230 milliards de \$ EU pour l'année 1997. De toute évidence, l'Afrique a besoin d'unir ses forces pour promouvoir la stabilité économique et politique. Quelle que soit l'ampleur des contraintes historiques et socio-économiques auxquelles l'Afrique a été confrontée, la lutte pour la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique doit être poursuivie sans relâche par les africains eux-mêmes mais soutenue par un environnement mondial favorable.

Il existe des coûts politiques et sociaux tangibles que chaque pays africain qui a dû se lancer dans les programmes d'ajustement structurel (PAS) doit supporter. Aujourd'hui, dans de nombreuses sociétés africaines, les PAS ont miné les infrastructures de développement des ressources humaines au point d'entraîner la faillite des systèmes éducatifs et sanitaires, d'aggraver la pauvreté pour une grande majorité de la population et de menacer le processus de démocratisation entamé au début des années 90. La Communauté internationale doit prendre conscience des spécificités de chaque nation africaine et apporter son appui en conséquence. Ce qui est acquis est un équilibre plus juste entre le PAS et l'allocation des ressources de l'APD, de manière à maintenir une relation plus positive entre l'économie et le processus de démocratisation. On ne peut promouvoir la démocratie et la gouvernance dans un contexte de crise économique et de conflits sociaux. Par conséquent, le chœur mondial qui perçoit la bonne gouvernance comme une condition préalable au développement économique doit, dans le contexte africain, être transformée en une relation dialectique entre les deux concepts, les deux étant mutuellement dépendants. De même, l'insistance sur la promotion de la bonne gouvernance comme condition de l'allocation des ressources de l'APD en Afrique n'est défendable que s'il existe des programmes commerciaux et d'aides nécessaires qui permettraient de rectifier à long terme les déséquilibres historiques entre le monde développé et le continent, tout en fournissant urgemment des ressources à court terme.

II. ANALYSE DU CONTEXTE AFRICAIN

Tout d'abord, il est important de rappeler que l'Afrique est essentiellement un concept géopolitique dont la compréhension est tributaire d'une analyse des différents facteurs historiques, politiques et socio-économiques qui, au cours des cinq derniers siècles, ont caractérisé et continuent de marquer le continent tel que nous le connaissons aujourd'hui (Mandaza, 1996, 1997). Pour comprendre l'Afrique, il faut prendre en compte ses dimensions exogènes et endogènes. La dimension exogène renvoie à la relation complexe entre les facteurs historiques, politiques, socio-économiques et même culturels qui sont une composante intégrante de l'état post-colonial d'aujourd'hui. Elle caractérise le processus à partir duquel l'Afrique a été intégrée dans l'économie mondiale, processus qui a débuté à l'époque de l'expansion européenne au 15^{ème} siècle, de l'intensification de la traite transatlantique des esclaves, de la colonisation formelle du continent au 19^{ème} siècle, et de la transformation de l'Afrique en appendice de l'Europe, en particulier en termes économiques, plutôt qu'un continent ayant un niveau significatif d'autonomie, particulièrement en la période actuelle de néocolonialisme et de mondialisation.

La dimension endogène renvoie à l'état post-colonial lui-même dans ses dimensions géographique et territoriale, sa composition de classe, et la relation entre ces classes et la société post-coloniale en général. Il ne fait de doute que le concept d'état post-colonial soulève d'importantes questions sur la nature de la relation entre la dimension exogène et la dimension endogène. Retenons simplement que la dimension exogène prend le pas sur la dimension endogène en ce qu'elle est une partie intégrante de l'état post-colonial et, par conséquent, influence nécessairement et inévitablement la dimension endogène, et s'insère même dans sa dynamique. La dimension endogène quant à elle n'est pas organique, ni dans ses origines ni dans sa dynamique. Par conséquent, l'état post-colonial n'a pas d'essence en lui-même;

C'est un état calqué sur le modèle de l'état bourgeois (européen) mais sans une bourgeoisie nationale qui, autrement, aurait pu lui servir de point d'ancrage et même lui conférer un semblant d'indépendance vis-à-vis des capitaux internationaux et/ou de l'hégémonie mondiale des pays développés. En un mot, c'est un état pris en otage, faible et dépendant (Mandaza, 1996).

L'économie et la comparaison avec l'Asie du Sud-Est permettent de mieux illustrer l'état de faiblesse et de dépendance du continent. Au nombre des caractéristiques économiques majeures de l'Afrique figurent : des économies d'extraction orientées vers les exportations et par conséquent, verticalement intégrées dans celles du monde développé ; un développement non harmonieux et inégal entre les pays et au sein des nations, d'où la propension pour les conflits et les guerres inter-états et souvent même intra-états ; et les inégalités structurelles et entre les sexes. Ces facteurs ont entraîné une pauvreté massive et structurelle ; une surcharge et une dégradation de l'environnement ; et une mauvaise performance persistante dans le secteur de l'agriculture de subsistance. La structure de la production et la poursuite de l'économie d'extraction et d'exportation s'est, bien entendu, faite au détriment de l'industrialisation et du potentiel de création d'emplois et de richesses, et de la croissance économique durable. Dans ce contexte, les différents efforts ont été uniquement axés sur les services sociaux tels que l'éducation, la santé et le logement. A leur tour, les programmes tant désirés ont eu un impact négatif sur un système économique déjà restreint et miné à la base. Par voie de conséquence, les réalisations majeures dans le domaine de l'éducation, de la santé et autres disciplines liées au développement humain sont devenues incompatibles avec l'économie qui s'est avérée incapable de s'étendre et de relever de tels défis. Cela a entraîné un déficit budgétaire accru et une crise de la dette. Les pays africains ont été obligés d'emprunter sans cesse afin de faire face à leur déficit budgétaire tout en essayant de maintenir un niveau acceptable d'activités sociales et économiques.

A la fin des années 90, il n'existe pas pays africain qui n'ait adopté une forme ou une autre de programme d'ajustement structurel dans le but de résoudre la spirale de crises économiques. De même, presque tous les pays africains sont confrontés au fardeau de la dette. Le véritable danger à l'heure actuelle est que les conséquences négatives de la mondialisation sont en train de renforcer les structures endogènes et exogènes de continuité et de sous-développement, menaçant de plonger de plus en plus de personnes dans la pauvreté la plus cruelle, le chômage et les conflits sociaux. Tout ceci rend plus difficile à relever le défi du développement humain et de la bonne gouvernance.

Par conséquent, le dépassement de l'héritage historique souligné ci-dessus devra commencer par un processus de transformation qui comprend la restructuration de l'état post-indépendant. Les principales caractéristiques de la situation actuelle de l'état post-colonial sont les suivantes :

- i) un appareil hérité de la colonisation qui met l'accent sur l'application de la loi et de l'ordre au détriment des principes de base de la démocratie : la domination d'une élite dont les intérêts sont de plus en plus différents de ceux de la majorité de la population, en particulier au regard des exigences de transformation économique, de la redistribution et des questions qui permettraient d'améliorer l'interaction entre les facteurs exogènes et endogènes. Il s'ensuit un affaiblissement des pratiques démocratiques ;
- ii) il s'agit d'un état qui est incapable de soutenir de manière positive la construction nationale et est confronté en permanence aux conflits ethniques, aux tensions entre classes sociales, et aux inégalités entre les sexes et autres tendances désintégratrices.

Par conséquent, l'état nation est en crise dans de nombreuses sociétés africaines.

III. LE MANQUE DE POINT D'ANCRAGE : COMPARAISON AVEC L'ASIE DU SUD-EST

Sous la colonisation, la perte de pouvoir politique et d'indépendance avait eu des conséquences économiques tellement dévastatrices qu'après plusieurs décennies de gouvernance post-coloniale ces conséquences ne sont pas extirpées. A cet égard, les comparaisons qui ont été faites entre l'Afrique et l'Asie du Sud-Est, en particulier en relation avec la performance économique, deviennent inopportunes à la lumière des éléments ci-après.

Premièrement, l'héritage colonial des pays d'Asie du Sud-Est, en contraste avec ce qui s'est passé en Afrique, a permis le développement d'une bourgeoisie nationale, issue d'un système féodal, qui agit comme une classe dirigeante ou de référence au cours de la période d'internationalisation du capital. Dans le contexte africain, ce potentiel a été pratiquement éliminé par un système colonial dont l'objectif majeur était de détruire les structures féodales africaines, d'aliéner la terre et autres ressources minérales et naturelles, et de constituer des réserves de main d'œuvre. Le résultat en a été une paysannerie africaine pauvre et dépossédée.

Deuxièmement, d'énormes capitaux internationaux ont été injectés dans l'économie des pays de l'Asie du Sud-Est dans les années 50 et 60, dans le but immuable de créer un contrepoids aux régimes socialistes tels que ceux de la Chine. Ces investissements ont sans aucun doute constitué la rampe de lancement nécessaire au décollage économique au cours des décennies qui ont suivi. Il n'y a eu aucune initiative de ce type en Afrique. Le continent qui sortait à peine de l'oppression et de l'exploitation coloniale était devenu le champ de bataille d'une guerre froide vicieuse qui a relégué ses priorités économiques au second rang par rapport aux intérêts stratégiques et économiques des super puissances.

Troisièmement, les stratégies économiques de l'Asie du Sud-Est ont été mises en œuvre dans le cadre d'un système féodal et d'états fortement centralisés. Ces deux éléments ont permis à l'état, sans que son autorité soit en cela remise en cause, d'orienter l'économie en fonction des exigences du capital international, tout en maintenant sous son contrôle les forces sociales – en particulier les organisations de la classe ouvrière – qui auraient pu remettre en cause le statu quo et créer un «environnement hostile» à l'investissement et à «une croissance économique». Tout ceci contrastait nettement avec le scénario africain dans lequel l'état post-colonial était faible et fortement dépendant de l'extérieur, et devait être davantage affaibli au cours des décennies qui ont suivi en raison de la mondialisation et de la libéralisation économique.

Quatrièmement, le problème du sous-peuplement auquel il est fait référence dans le contexte historique de l'Afrique, et contrastant fortement avec les économies de l'Asie du Sud-Est se sont développées en prenant comme appui des populations importantes qui constituaient des marchés intérieurs viables en eux-mêmes. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui encore, l'Asie en général, est enviée par le monde entier; et va devenir vraisemblablement, au prochain millénaire, le centre du monde. Le facteur essentiel du développement et de l'expansion du capitalisme, c'est-à-dire des économies de marché, est la création d'un marché intérieur dans lequel le pouvoir d'achat des populations est utilisé pour soutenir à la fois une accumulation et une croissance économique durable.

Dans le cas de l'Afrique, les populations locales étaient non seulement limitées par les politiques coloniales telles que l'appropriation de la terre qui a entraîné une pauvreté cruelle chez la plupart des africains et les a contraints à vendre leur force de travail pour assurer leur pitance, mais également leur pouvoir d'achat ne leur permettait de couvrir que leurs besoins les plus primaires. Ces facteurs sous-tendent la nature même de l'économie africaine orientée vers l'extérieure.

En outre, l'état colonial a mis en place des mesures rigoureuses de contrôle des populations afin de bloquer la fécondité des africains. Plus récemment, ces politiques ont été appliquées aux hommes par la plupart des gouvernements post-coloniaux du continent. La véritable implication de ces politiques pour le développement humain est toujours difficile à prévoir. Cependant, on peut émettre l'hypothèse que, combinées avec la pandémie VIH/SIDA, elles auront des conséquences graves sur la démographie future du continent ainsi que sur la durabilité de la croissance économique à l'échelon à la fois national et régional.

Cependant, c'est le problème de la féodalité qui constitue le point de départ de notre analyse. Dans une grande partie du monde, l'émergence de la féodalité a constitué une étape importante dans le développement économique, technologique, culturel et politique de la plupart des sociétés. L'Afrique ne constituait pas à cet égard une exception. De ce fait, la destruction de la structure féodale est devenue la raison d'être et l'essence même du colonialisme européen sur le continent. Dans les sous-régions comme l'Afrique australe, la destruction des royaumes africains et autres états féodaux a entraîné la dépossession systématique des populations de leurs terres et de leurs richesses qui n'allaient être recouvrées, lorsqu'elle le furent, que sous les régimes post-coloniaux.

Par conséquent, les africains sont devenus des paysans, des travailleurs urbains et une classe moyenne d'enseignants. d'infirmiers. d'employés de bureau, de petits commerçants. en général au service de leurs maîtres coloniaux, incapables de concurrencer ces derniers dans quelque secteur que ce soit de l'économie, et dans de nombreux cas, complètement privés de terres et de la possibilité de participer entièrement et sur un pied d'égalité au nouveau capitalisme qui constituait une partie intégrante du colonialisme.

L'absence d'une classe dirigeante - d'une bourgeoisie nationale - qui, en différentes circonstances historiques, aurait pu naître de l'Afrique féodale, est devenue un élément déterminant du destin économique de l'Afrique dans un passé récent et continuera de l'être dans l'avenir. Cela explique en grande partie la nature de la *condition africaine* : la situation de dépendance et d'otage de l'état post-colonial lui-même, et des économies qui, non seulement sont dépendantes, mais ont été virtuellement étouffées ; et par conséquent, le retard technologique et la faiblesse des liens entre la recherche scientifique et les initiatives de développement (Mandaza, 1998).

IV. LE CONCEPT DE GOUVERNANCE

Tel qu'indiqué ci-dessus, les pays africains sont confrontés au défi qui consiste à créer des structures et processus soutenus et durables et de gouvernance dans un contexte de crise économique dont les éléments ont été analysés ci-dessus. Ce problème a été exacerbé par l'analphabétisme et le manque d'éducation de la majorité de la population ainsi que les faibles niveaux de participation civique et politique. A tout cela s'ajoutent la pauvreté et le sous-développement.

De toute évidence, les programmes de développement social – campagne d'alphabétisation et d'éducation, les nouvelles institutions de gouvernance locale, etc. – promus par la plupart des pays africains indépendants au cours de la dernière décennie, ont certainement renforcé le potentiel de bonne gouvernance et de démocratie. L'éducation primaire pour tous est devenue un trait commun des programmes de développement de la plupart des pays africains. Cependant, la crise économique qui a atteint presque chaque pays africain et le besoin subséquent de recourir aux programmes d'ajustement structurel ont miné la durabilité des programmes de développement social. Il s'agit là d'une autre menace contre la bonne gouvernance et la démocratie en Afrique. Le développement humain et social est un fondement important de la bonne gouvernance, et ce dernier fournit l'environnement propice au développement humain et social.

Comme l'indique le récent Rapport du SADC sur le développement humain régional¹ sur ce sujet, très peu de concepts ont suscité avec autant de discussions et de controverses dans les années 90 que celui de la « gouvernance ». Ce concept a différentes significations pour différentes institutions et analystes :

Pour certains, la gouvernance renvoie à : a) une amélioration de la gestion du secteur public ; b) une responsabilité économique ; c) la prédictibilité et l'autorité de la loi d) la transparence dans la gestion des affaires publiques. Pour d'autres, il signifie « bon gouvernement » caractérisé par les vertus de responsabilité, de légitimité et de compétence (Banque mondiale, 1989 ; ODA, 1993). La gouvernance est également explicitement rattachée à la démocratie (USAID, 1991). Cependant, une autre tentative visant à synthétiser la définition renvoie à la gouvernance en tant qu'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires nationales à tous les niveaux PNUD, 1997).

Les différentes définitions et interprétations du concept de gouvernance sont importantes au plan politique en ce qu'elles reflètent les points de vue respectifs des diverses institutions et d'analystes impliqués à la fois dans la conceptualisation et la mise en œuvre des processus de développement. Cela explique pourquoi et comment certains pays donateurs et institutions financières internationales ont pu déterminer si un pays donné respecte les critères de « bonne gouvernance ». Dans ces contextes, la gouvernance est devenue une « conditionnalité politique ». Cela soulève également la question de la relation possible entre la gouvernance et la démocratie. Certains l'acceptent cette relation et d'autres la rejettent.

¹ Le premier rapport doit être publié en janvier 1999. L'auteur est le Chef d'équipe du projet financé par le PNUD qui est en train d'être exécuté par l'Institut régional de l'Afrique australe pour le volet études politiques (SARIPS) des séries relatives à la politique économique de l'Afrique australe (SAPES)

D'autres encore considèrent la légitimité populaire des gouvernements et la participation de la majorité de la population dans les décisions politiques comme les éléments essentiels d'une «gouvernance responsable». C'est ce que certains ont appelé la «gouvernance sociale» ou la création d'une société civile démocratique et vivante et ses interactions avec l'état (Swatz, 1998).

En général, la «gouvernance» devrait toujours impliquer un contexte positif à l'interaction entre l'état et la société civile. De ce point de vue, ce concept est aussi vieux que la société de classe et dans le contexte africain c'est un thème qui part des temps précoloniaux jusqu'à l'époque coloniale et à la lutte pour l'indépendance nationale jusqu'à aboutir à l'époque actuelle où les Africains luttent pour une «deuxième libération». De notre point de vue, la gouvernance et la démocratie sont aussi interchangeable que la liberté et la participation totale dans les activités politiques et économiques d'une société. Comme l'indique le Rapport sur le développement humain régional du SADC :

A cet égard, la formulation des bonnes politiques, la conception de programmes inclusifs et la prestation de services socio-économiques d'envergure à la majorité de la population deviennent cruciales. De même, la gouvernance requiert la formulation de politiques favorables et l'exécution de programmes qui facilitent la participation de la majorité de la population à l'économie par l'emploi salarié, le travail indépendant et la production de biens et services qui améliorent leur bien-être...

Sans la participation économique, la participation politique est à la fois imparfaite et non viable. La bonne gouvernance n'est ni simplement la création de systèmes politiques multipartites, ni la tenue d'élections régulières libres et justes ou l'affirmation de la primauté de la loi, etc. Ce sont là des éléments essentiels de la gouvernance démocratique. Cependant, la bonne gouvernance requiert beaucoup plus dans la mesure où l'expérience montre que, les éléments essentiels peuvent être mis en cause avec le temps. La bonne gouvernance exige en outre des institutions de régulation non corrompues et par-dessus tout, un développement participatif pour la majorité de la population tant individuellement qu'à travers les organisations privées et civiles.

V. LES COMPOSANTES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES DE LA GOUVERNANCE

La gouvernance comprend donc 4 volets à partir desquels il est possible d'évaluer la performance de chaque pays : la participation au processus électoral ; les valeurs et procédures qui orientent ces élections (volet politique) ; l'existence et la performance des institutions et des procédés (volet institutionnel) ; la performance et la participation économique (volet économique) ; et les mesures qui facilitent la participation des femmes dans les activités politiques, économiques et la prise de décision (dimension genre).

Certains pays ont déjà créé des Commissions électorales indépendantes, mais d'autres ne l'ont pas encore fait.

VI. LE VOLET ECONOMIQUE DE LA GOUVERNANCE

Il s'agit du thème déjà annoncé depuis le début de cet article, notamment la forte corrélation qui existe entre la croissance économique et la bonne gouvernance. En l'occurrence, le défi consiste à réaliser un équilibre entre les stratégies visant à réaliser un développement de « bas en haut » (destiné à améliorer la vie des défavorisés) et les stratégies de croissance économique forte.

Le rapport sur le développement humain régional du SADC a identifié 6 indicateurs clés pour le volet économique de la gouvernance axés sur deux des aspects que sont la performance de la gestion et la participation. Les indicateurs sont :

- a) le taux de croissance économique ;
- b) le taux d'inflation ;
- c) le déficit fiscal par rapport au PIB ;
- d) la dette par rapport au ratio d'exportation ;
- e) le taux de chômage et ;
- f) les politiques et programmes de valorisation des nationaux.

Les deux derniers aspects dénotent la participation économique.

VII. LA RECHERCHE D'UNE CLASSE DIRIGEANTE

Il s'agit ici d'un défi à doubles volets : la capacité de l'état post-colonial à jouer le rôle d'agent de développement au 21^{ème} siècle ; et le rôle croissant du secteur privé avec une référence particulière à l'émergence possible d'une classe qui serve d'exemple ou d'une bourgeoisie nationale. Jusqu'ici, l'état post-colonial, de par sa nature même, n'a pu promouvoir le développement d'une bourgeoisie nationale, précisément parce qu'avec les origines modestes de la classe de ceux qui dirigent l'état, on craignait toujours de créer des pôles susceptibles de constituer des centres de pouvoir alternatif. Une bourgeoisie nationale, en dehors de l'hégémonie du pouvoir post-colonial, était par conséquent perçue comme une menace que le régime soit ou non d'orientation « capitaliste » ou « socialiste ».

Ce bagage post-colonial a donc produit une bourgeoisie compradore dans les régimes « capitalistes » ou une bourgeoisie bureaucratique dans des régimes « socialistes ». Ni la bourgeoisie compradore, ni la bourgeoisie bureaucratique n'ont pu être véritablement nationales, et par conséquent servir de point d'ancrage pour un développement national. Les deux types de bourgeoisie étaient directement ou indirectement tributaires de l'hégémonie et du patronage de l'état post-colonial, n'étaient pas ancrées dans les secteurs productifs de l'économie et étaient par conséquent généralement parasites par essence. Il n'est donc pas surprenant que les principaux représentants de cette classe se soient souvent revêtus du costume « tribal » pour la course au pouvoir ou pour tenter désespérément de devancer leurs adversaires.

Cela explique le factionnalisme croissant et sans fin qui a toujours caractérisé l'état post-colonial déficient et fragile par nature et non acquis aux idéaux et discours démocratiques. D'où la pathologie de l'état post-colonial : état fragile, parasite, dictatorial et dangereux.

Tel qu'indiqué depuis le début de cet article, la situation post-coloniale dans son ensemble est fortement enracinée dans l'héritage colonial, l'économie de type colonial qui se manifeste à travers l'incapacité de transformer l'économie de routine extractive et orientée vers les exportations en une révolution industrielle, et la dépendance abjecte vis-à-vis des pays développés. Le corollaire essentiel de cette pathologie politique et économique est l'impossibilité pour un tel Etat de promouvoir la croissance économique ou le développement, la bonne gouvernance et la démocratie.

VIII. UNE VISION POUR LE FUTUR

Le processus de transformation doit commencer avec une restructuration dynamique de l'état post-colonial. Un tel processus doit nécessairement comprendre les éléments suivants :

- a) la réaffirmation des principes et structures démocratiques qui ont sous-tendu la lutte contre la discrimination raciale et ethnique. Ces principes supposaient le respect de tous les citoyens, quelle que soit leur race, leur sexe, leur classe, leur couleur et leur croyance ;
- b) la réintroduction d'un nouveau type de plan de développement qui mette en exergue les stratégies économiques nationales ;
- c) la conception de nouvelles méthodes de production afin de capitaliser sur les avantages comparatifs du continent en termes de ressources humaines et naturelles, en minimisant ainsi les conséquences négatives de l'intégration verticale dans l'hémisphère Nord ;
- d) un engagement profond en faveur de la coopération et de l'intégration des pays africains en tant que fondement du développement de la Communauté économique africaine et la création d'une interaction plus viable avec la Communauté internationale.

En retour, ces initiatives permettraient de promouvoir les principes de base d'un développement régional et d'une bonne gouvernance.

Cependant, c'est un processus qui requiert un état fort (basé sur la démocratie, efficace et techniquement compétent), et une classe dirigeante qui constitue une ressource tant pour l'état que pour le plan de développement. La Communauté internationale peut et doit soutenir le processus en développant une compréhension plus approfondie de l'économie politique de la situation africaine, abandonnant ainsi la tendance néolibérale à présenter « l'état » et les « marchés » comme étant dichotomiques.

Comme l'affirme le Rapport sur le développement humain régional de la SADC, il est nécessaire de reconnaître les résultats de «l'intervention de l'état» dans la reconstruction de l'économie, en luttant contre la pauvreté et améliorant le niveau de vie de la population pendant la période qui a fait suite à la deuxième guerre mondiale. Il en est ainsi parce que les néolibéraux ont tendance à exagérer les problèmes de «faillite de l'état» sans reconnaître suffisamment les «faillites du marché» par exemple, dans les prestations sociales et l'instabilité caractéristique des récents développements de l'Asie du Sud-Est.

De toute manière, il est généralement admis aujourd'hui que «sans un état efficace le développement économique est impossible» (Banque mondiale, 1997). Par conséquent, l'on s'est détourné du débat stérile de «l'état contre le marché» pour poser la question fondamentale de l'efficacité de l'état dans le développement. Si elle est stratégique et bien ciblée, l'intervention de l'état peut constituer un puissant stimulant pour le développement (Swartz, 1998). Elle est donc essentielle pour l'émergence d'une gouvernance, de structures et de procédés démocratiques. Citons à ce propos le Rapport sur le développement humain régional du SADC :

En un mot, un gouvernement efficace est essentiel à la bonne gouvernance. Si les gouvernements adoptent une approche flexible, ciblée et créative, en matière de formulation de politiques, ils deviendront des agents de développement plus efficaces. « La flexibilité » requiert moins de bureaucratie et de règles rigides ; une capacité à adapter rapidement les institutions et les politiques aux nouvelles circonstances socio-économiques. Une « approche stratégique » requiert la capacité pour le gouvernement à opérer une distinction entre deux questions : celles dans lesquelles le gouvernement peut exceller (compétence centrale) – et améliorer ses compétences dans ces domaines – et celles dans lesquelles il n'excelle pas (fonction secondaire) que l'on peut se procurer à l'extérieur. La « créativité » suppose la création de réseaux, de partenariats et la capacité à tirer effectivement parti des ressources et des énergies des agences externes (secteur privé, organisme de développement et société civile) dans le développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Awori Thelma 1995. Press Briefing Presented at the Human Development Report Launch UNDP, Harare.
- ADB (African Development Bank) 1998. Statistics on African countries Vol. XVIII, Abidjan.
- ADR (African Development Report) 1998. Human Capital Oxford University Press.
- ADI (African Development Indicators) 1997. The World Bank, Washington DC.
- ADB (African Development Bank) 1997. Statistics on Regional Member Countries, Abidjan, ABD, 1997.
- Adedeji Adebayo, Rasheed S. and Morrison M. 1988. The Human Dimensions of Africa's Persistent Economic Crisis. Selected Papers UN International Conference on the Human Dimensions of Africa's Economic Recovery and Development, Khartoum, 5-8 March 1988.
- Berg Report (World Bank) 1981. Accelerated Development in Sub-Saharan Africa : An agenda for Action, Washington DC, World Bank
- Baylies C 1995. Political Conditionality and Democratization Review of Africa Political Economy, No. 65.
- Bulletin DPMN 1997. State and Civil Society : Partners or Adversaries ? Opening of the African Centre for Civil Society (nd) Vol. IV, No. 3, December 1997.
- Brown Arthur ... et al 1991. Change for the Better : Global Change and Economic Development. Report by a Commonwealth Group Experts on the Impact of Global Economic and Political Change on the Development Process : Commonwealth Secretariat, 1991.
- Chiroro B 1997. Governance in Zimbabwe. Paper Presented at SARIPS/SAPI Trust - Democratic Governance Project. Public Workshop, December 1997, Harare.
- Chanda A W 1998. Concept paper on Human Rights in Southern Africa. Paper presented to the SAPES RHDR Workshop, Windhoek, June 1998.

- Chikulo B 1996. Parliamentary By-Elections in Zambia. Review of African Political Economy. No. 69
- Chongwe Roger 1996. Constitution of Zambia : Its Strengths and Weaknesses. Paper presented at a Conference on State and Constitutionalism in Southern Africa. 14-16 March 1996, Harare.
- Chanda Donald 1992. Democratic Transition in Zambia : Some Lessons for Africa SAPES/CODESROA Conference on Democracy and Human Rights in Africa : The Internal and External Context, 11-14 May 1992, Harare ;
- ECA (Economic Commission for Africa) 1989. African Alternative to Structural Adjustment Programmes : A Framework for Transformation and Recovery. Addis Ababa.
- Gambari Ibrahim 1997. Democracy in African in Post Cold War International System. International Conference on Democracy and Development, Zamzibar, 5-7 July 1997.
- HDR (Human Development Report) 1996. Poverty in Development Perspective : Concept and Measurement. New York.
- HDR (Human Development Report) 1996. Windhoek.
- Haq UL Mahbub 1997. Human Development in South Asia, Oxford University Press. Oxford, New York Delhi
- Hendricks Chreyl 1998. Gender Politics in South Africa. Paper presented at the SAPS Trust Fifth Anniversary Annual Colloquium 14-18 March 1998, Harare
- Hlashwayo B 1998. « The Constitution-making Process as Foundation for Good Governance : Lessons for Zimbabwe from Africa ». Paper to a SARIPS/SAPES Trust Workshop for Parliamentarians, Bulawayo, June 1998.
- Hutchful E. 1992. The International Dimensions of the Democratization Process in Africa. Paper Presented at the CODESRIA Seventh General Assembly. 10-14 February 1992.
- Human Development Report 1998. Oxford, OUP for the UNDP.
- Kamidza R 1997. «Corruption and Conditions of Democracy in Zimbabwe ». Paper prepared for the social development network on pre-Maputo Global Coalition for Africa Meeting.
- Kazembe L. Joyce 1996. The Situation, Survival Strategies and Priority Needs of

Molomo G Mpho and
Mokopakgosi T Brain (editors)

Women Heads of Households : The Case of Zimbabwe. Paper Presented at the UNESCO Workshop. Maseru. March 25-29, 1996

Molutsi P

1991. Multi-party Democracy in Botswana. Harare : SAPES Books

Makumbe Mw John

1998. Human Development and Governance in Southern Africa : A Framework Paper presented at the SAPES REHDR Workshop. Windhoek, June 1998.

Matlosa K

1996. Participatory Development. The case of Zimbabwe, University of Zimbabwe Publication, Harare.

Mwase N

1998. « Governance and Democracy in Lesotho ». Paper prepared for the SARIPS project on « Governance in Southern Africa : Training for Parliamentarians and Councillors » June 1998, Harare

Makoa K Francis

1998. « Perspectives for capacity-building for Good Governance in the SADC Region ». Paper given at the SAPES RHDR Workshop. Windhoek, June 1998.

Mandaza Ibbo (ed)

1997. Gender and Politics in Lesotho. A note on Gender Inequality in the Lesotho. (In SAFERE) Southern African Feminist Review Vol.2 No. 2.

Mandaza Ibbo

1996. Peace and security in Southern Africa, Harare SAPES Books

Mandaza Ibbo

1997. Race, Colour and Class. Harare : SAPES.

Mamdani M

1997. « Zimbabwe : A Country in Crisis ? Southern African Politics and Economic Monthly, Vol. 11 No. 7.

McFadden P

1996. Citizen and Subject. London : James Curney and Princeton University Press.

Mkandawire T

1998. « Race, Ethnicity and the Issues of Citizenship in Southern Africa » Paper presented at the SAPES RHDR Workshop, Windhoek, June 1998.

Moyo J

1996. Economic Policy-making and the Consolidation of Democratic Institutions in Africa in Havnevik and B Van Arkadie (eds) 1996 Domination or Dialogue Uppsala : NAL.

Moyo S

1993. Voting for Democracy. Harare : University of Zimbabwe Press.

« Land Entitlement and Growing Poverty in Southern Africa » Southern Africa Political and Economic Monthly, Vol. 11 No. 5

- Nzimande Ntombela Phumelete 1995. Gender and Democracy in South Africa in (SAFERE) Southern African Feminist Review Vol. 1 No 2.
- Nhlapo Thandabantu 1993. Women and the Constitution What Do When Culture Strikes Back. SAPES Trust Annual Colloquium 14-18 March, Harare 1993.
- Nyong'o Anyang Peter 1987. Popular Struggles for Democracy in Africa. London/New Jersey : Ze Books.
- Ntalaja Nzongola Georges and Lee C. Margaret 1997. State and Democracy in Africa. Harare : AAPS Books.
- Nkiwane Solomon (ed.) 1997. Zimbabwe's International Borders : A Study in National and Regional Development in Southe Africa. Vol. 1 Zimbabwe, Mozambia and South Africa. Harare : University of Zimbabwe Publications.
- Onimode B. 1992. The Democratization and the Economy. Paper Presented at CODESRIA Seventh General Assembly. 10-14 February 1992, Dakar.
- Olukoshi Adebayo and Wohlgemuth Lennart 1996 « Road to Development », Africa in the 21st Century. Uppsala. Nordiska Afrikainstitute.
- Russon Rau 1995. Social Mcvements and Democratic Struggles in Swaziland. In Sachikonye Lloyd (editor) Democracy, Civil Society and the State. Harare : SAPES Books.
- Sichone Owen and Bornwell C Chikulo (editors) 1996. Democracy in Zambia. Challenge for the Third Republic, Harare : SAPES Books.
- SADC (Southern African Development Community) 1998. Human Ressources Development, Maputo.
- Swartz D 1998. Political and Democratic Governance in South Africa in the context of Southern AFRICA : Paper presented for the SAPES RHDR project, Harare.
- SADC 1992. Report of SADC Review Experts Seminar on Gender analysis and Evaluation Skills, Arusha.
- SADC SADC/UNDP/SARIPS 1999.. Regional Human Development Report, of the SAPES Trust, forthcoming,
- Sachikonye L.M. (ed.) 1998. Labour Markets and Migration Policy in Southern Africa. Harare : SAPES.

- Shivji Issa G. 1991. State and constitutionalism : African Debate on Democracy Harare : SAPES
- Sithole Msipula 1992. Democracy and the One-party State Debate. Harare : SAPES Books.
- Sichone Owen 1996. Overview of Governance, Trade and Investment in the SADC Region. SARIPS Annual Colloquium. Sept. 1996 Harare.
- Sachikonye Lloyd 1989. Debate on Democracy in Contemporary Zimbabwe. Review of African Political Economy No. 45/46, pp 117-125.
- SARIPS/SAPES Trust 1998. The Report of the Future of SADC. Planning Workshop Help Safari Court Hotel – June 9 1998, Windhoek.
- SADC 1997. Recommendations of the SADC Gender Strategy Workshop to SADC Council of Ministers Meeting 30 th-31st January 1997, Johannesburg.
- Sichone Owen (ed.) 1998. State and Constitutionalism in Southern Africa. Experiences of Malawi, Namibia, Tanzania, Zambia, Zimbabwe.
- UNDP (United Nations Development Programme) 1994. Human Development Report 1994, New York, Oxford University Press.
- UNECA (United Nations Economic Commissions for Africa) 1990/91 Africa Socio-Economic Indicators
- UNDP 1997. Governance for Sustainable Human Development. New York UNDP.
- USAID 1995. The Public Sector Poverty Reduction Options : Country Economic Memorandum on Zimbabwe. Harare
- UNDP Regional Report 1997. The Shrinking State. Governance and Human Development in Eastern Europe and Commonwealth of Independent States. New York.
- The World Bank 1998. World Development Indicators.
- The World Health Report 1998. Life in the 21st Century. A vision for all, Geneva.
- Wilder K. Charles and Jameson P Kenneth 1992. The Political Economic of Development. New York.